

pour l'expansion des exportations, M. Atkins, a déclaré que si elle devait liquider les prêts qu'on lui doit à l'heure actuelle, la perte, pour reprendre son expression, serait astronomique.

Il est toujours intéressant, quand on entend un terme comme astronomique, de consulter le dictionnaire Oxford pour voir exactement ce qu'il signifie. D'après le dictionnaire Oxford, les chiffres astronomiques sont aussi énormes que ceux auxquels les astronomes sont habitués. Autrement dit, un chiffre astronomique est aussi considérable que ceux auxquels les astronomes sont habitués. On nous a dit que, si la Société pour l'expansion des exportations devait liquider les prêts qui lui sont dus à l'heure actuelle, et je soulignerais que leur durée moyenne est de 9.5 ans, il en résulterait une perte astronomique. D'après la définition du dictionnaire, il s'agirait d'une perte de proportions infinies, à calculer en années-lumière, une perte pratiquement illimitée.

Je ne crois pas qu'il y ait plus d'une demi-douzaine de députés qui se rendent compte de l'ampleur de ce que fait le gouvernement actuel. Il ne se contente pas de s'en tenir à un plafond de financement de 1½ milliard de dollars. Par ce bill, il demande à porter ce montant à 4½ milliards de dollars. Au comité, nous avons proposé de limiter le montant des prêts que l'on pourrait consentir à un seul pays. Dans notre proposition, qui fut repoussée, nous demandions qu'un pays ne puisse recevoir que 10 p. 100 au plus de l'ensemble des fonds dont dispose pour ses prêts la Société pour l'expansion des exportations. A mon sens, cette limitation était très libérale, si vous me permettez l'expression. Le fonds aurait pu, sans dépasser le plafond, prêter jusqu'à 425 millions de dollars dans cette catégorie. Sans l'examiner, le ministre repoussa notre proposition et déclara qu'il ne voulait pas entendre parler de limitations. Il voulait aller de l'avant, plus loin et plus vite que jamais.

Le premier pays auquel un prêt a été consenti est le Mexique. Je renvoie les députés au dernier numéro de la revue *News and World Report* des États-Unis. On y lit que les délégués du gouvernement du Mexique aux Nations Unies dirigent un comité qui a présenté des résolutions absolument stupéfiantes sur l'attitude à adopter par les pays du monde entier à l'égard des investissements étrangers ainsi que des prêts qui leur ont été consentis.

En bref, le gouvernement, sans vouloir admettre aucune limitation, nous entraîne dans un domaine de la finance extrêmement délicat. A mon avis, il ne fait aucun doute que les prêts déjà consentis par la Société pour l'expansion des exportations, de même que les prêts qu'elle consentira, vont se solder par des pertes importantes pour les Canadiens. Malgré cela, nous constatons, à la lecture du rapport annuel de la Société pour l'année dernière, que les réserves constituées en vue de pertes possibles sont cette année moins importantes que l'an dernier. Bien que la Société ait consenti des prêts d'une valeur de 541 millions de dollars, les réserves constituées en vue de pertes éventuelles ne dépassent pas 1 million et quart de dollars. C'est tout simplement imprudent. Quand viendra la date de l'amortissement, il ne faudrait pas que les contribuables canadiens se voient, sans avertissement, obligés de payer 10 ou 100 millions de dollars.

● (1430)

Il serait certainement plus prudent que cette société fasse ce que font la plupart des banquiers et se constitue une réserve pour se garantir contre les prêts les plus risqués au monde. Je dis les prêts les plus risqués au monde parce que malheureusement, si la Société d'expansion

### *Expansion des exportations*

des exportations peut prêter des sommes aussi importantes, c'est uniquement parce que les banques commerciales se refusent à ce genre de transaction.

Le portefeuille de l'expansion des exportations est déjà en difficulté. Dans le dernier bilan, la société a rapporté qu'au 31 décembre les prêts non remboursés se chiffraient déjà à plus de \$5 millions et, chose curieuse, nous avons constaté qu'elle faisait ce que font souvent les compagnies et que le gouvernement voit généralement d'un mauvais œil, à savoir qu'elle s'efforçait de justifier les mauvais prêts. Par exemple, il est mentionné dans son bilan que des négociations sont en cours avec les gouvernements du Chili et du Pakistan pour recouvrer les \$5,575,000 de prêts en souffrance au 31 décembre 1973. C'est le moyen classique qu'emploient ceux qui ont du mal à se faire rembourser des prêts au lieu d'admettre qu'un jour ou l'autre il faudra essayer une perte.

Je suis déçu de voir que le gouvernement n'aurait pas accepté les limitations que nous avons préconisées. Je pense qu'il est dangereux de confier à une société jusqu'à 5 milliards de dollars, surtout quand son président envisage de démissionner, et de lui permettre de prêter cet argent sans que le Parlement n'établisse de normes pour choisir les pays qui profiteront de cette somme, fixer le montant maximum qu'ils pourront obtenir ou, déterminer qui, au Canada, pourra bénéficier de ce genre de financement.

Une autre question très ennuyeuse—et certains de mes collègues vont peut-être en parler, c'est la question du financement des réacteurs nucléaires dans le monde. Cette question a été soulevée en comité. Nous ne sommes guère satisfaits de la façon dont la société d'expansion des exportations va s'assurer que ces réacteurs serviront à des fins pacifiques. Nous ne savons pas si elle envisage de financer ces réacteurs de façon considérable, mais j'estime que nous devrions être constamment sur nos gardes.

Au comité, le ministre a déclaré que certains réacteurs nucléaires allaient sans doute être vendus à l'Iran, mais qu'ils seraient sans doute payés entièrement comptant. Devrions-nous vendre des réacteurs nucléaires à l'Iran? Je ne fais que poser la question. J'aimerais signaler que la semaine dernière, le *U.S. News and World Report* a indiqué que, selon plusieurs experts internationaux, le Chah d'Iran, qui est bien pourvu en ressources pétrolières et qui brûle d'ambition de jouer un rôle plus important sur la scène mondiale, imitera bientôt le premier ministre de l'Inde, M<sup>me</sup> Gandhi, et sera le prochain membre du club nucléaire international. Le Parlement et le gouvernement de M. Trudeau devraient sûrement s'efforcer de garantir que si le Canada vend des réacteurs nucléaires à certains pays, ils ne serviront pas plus tard à déclencher une tuerie nucléaire quelconque.

Lors des audiences du comité, l'année dernière, nous avons aussi demandé pourquoi la société n'emprunte pas de l'argent du secteur privé au lieu de toujours demander des fonds au ministre des Finances (M. Turner). A cette époque, on nous avait assuré que la société se lancerait avec audace sur le marché à court terme et obtiendrait des fonds du secteur privé. Elle a échoué. Elle n'a obtenu aucun succès en s'adressant au secteur privé pour obtenir des fonds. Je ne comprends pas pourquoi elle ne peut y réussir. En effet, aux États-Unis, la banque d'exportation-importation est financée à 50 p. 100 par l'entreprise privée. Pourtant, au Canada, une société du même genre est tellement attachée aux fonds fournis par le gouvernement fédéral qu'elle n'a même pas essayé d'obtenir de l'argent du secteur privé.